

**DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL de BERNEUIL****SÉANCE du 26 janvier 2026**

L'an deux mil vingt-six, le vingt-six janvier à vingt heures trente minutes,  
le Conseil Municipal de la Commune de BERNEUIL, régulièrement convoqué, s'est réuni en session  
ordinaire, à la mairie de BERNEUIL, sous la Présidence de Madame Marie-Claude GUETTÉ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 19/01/2026.

**Présents :**

Mme GUETTE Marie-Claude, Mme BAUCANNE Brigitte, M. Didier POITOU, M. Kévin CAMUS,  
Mme Elodie CHAUVIN, M. CHAUVIN Laurent, Mme VULFIN Elisabeth, M. GUETTE Loïc

**Absents excusés ayant donné pouvoir**

Mme RAVAIL Carine pouvoir à Mme BAUCANNE Brigitte  
M. CHADEFAUD Emmanuel pouvoir à M. GUETTE Loïc  
Mme Françoise BŒUF pouvoir à M. Didier POITOU

Madame Elodie CHAUVIN a été désignée comme secrétaire de séance.

**Membres en exercice :** 11      Présents : 08      Votants : 11      Pouvoirs : 3

Après avoir constaté que le quorum était atteint, le président de séance aborde l'ordre du jour.  
Les votes portent sur 11 voix.

N° DCM_2026_05	Fongibilité des crédits en M57.
----------------	---------------------------------

Par délibération du 23/05/2022, la commune de Berneuil a anticipé le passage à la M57 qui permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT).

Dans ce cas, le Maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

**Où cet exposé, le conseil municipal, Après en avoir délibéré le conseil municipal décide :**

- D'autoriser Madame le Maire à procéder, pour l'exercice budgétaire 2026, à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Fait et délibéré les jour, mois et an que-dessus  
Le Maire, Marie-Claude GUETTÉ



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Ce recours peut être déposé sur l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Résultat du Vote :**

- Votes pour 11
- Votes contre 0
- Abstentions 0